

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/EEC/14

28 octobre 1997

(97-4704)

---

Original: anglais

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

## SUBVENTIONS

### Réponse des COMMUNAUTES EUROPEENNES à la demande de renseignements que les ETATS-UNIS<sup>1</sup> lui ont adressée au titre de l'article 25.8 de l'Accord

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 22 octobre 1997.

---

1. La Communauté prend note de la demande de renseignements que les Etats-Unis lui ont adressée au titre de l'article 25.8 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (document G/SCM/Q2/EEC/13 du 27 juin 1997) concernant le soutien financier apporté par le gouvernement belge à l'industrie des pièces d'aéronefs.

2. Ce soutien date de 1987. Le gouvernement intervient depuis lors pour aider certaines entreprises belges participant aux programmes Airbus, ce qui se traduit par un certain niveau de soutien à l'industrie des pièces d'aéronefs. Ce soutien ne s'applique pas aux transactions avec des entreprises établies en dehors de l'Union européenne.

Les conditions d'octroi de ce soutien, qui consiste en avances remboursables, ont été fixées par le gouvernement dès le départ. Ce sont les suivantes:

- le montant de l'aide est déterminé cas par cas;
- le soutien ne peut être que temporaire;
- une contribution est demandée à la branche de production;
- une contribution est demandée aux gouvernements régionaux.

3. Ce soutien a été mis en place pour faire face de façon ponctuelle à une situation d'urgence. Depuis lors, et conformément à ses obligations internationales, le gouvernement cherche des moyens de mieux adapter sa politique industrielle aux besoins des entreprises concernées. L'analyse approfondie des impératifs politiques de la Belgique et l'évaluation de l'évolution future du marché sont aujourd'hui

---

<sup>1</sup>G/SCM/Q2/EEC/13.

achevées. Le processus de prise de décisions qui s'appuie sur des procédures institutionnelles régissant les relations et la répartition des pouvoirs et des moyens financiers entre gouvernement fédéral et gouvernements régionaux a été engagé. La révision de la politique actuelle devrait donc être prochainement achevée.

4. Enfin, la Communauté saisit cette occasion pour insister sur le fait qu'il importe que les Membres de l'OMC respectent les obligations en matière de transparence qui découlent des dispositions de l'Accord SMC et de l'article 25 en particulier. La Communauté a fait de son mieux pour présenter une notification complète de ses programmes d'aide publique aux niveaux communautaire, national et régional, ainsi que pour communiquer les mises à jour annuelles dans les délais fixés, et elle attend des autres Membres qu'ils soient tout aussi rigoureux dans l'observation des disciplines prescrites par l'Accord SMC.